



CHAPITRE 5

Dimension 4: Les décideurs et la sphère politique- ne pas réfléchir avant de répondre?

5.1 Comment les politiciens et les décideurs considèrent l'inclusivité

Le concept et la pratique de l'éducation inclusive ont pris de l'importance ces dernières années.

À l'échelle internationale, le terme est de plus en plus compris de manière générale en tant que réforme qui soutient et accueille la diversité parmi tous les apprenants.

L'éducation inclusive - selon sa définition politique - est un processus impliquant la transformation des écoles et d'autres centres d'apprentissage pour répondre aux « besoins éducatifs » de tous les étudiants - y compris les garçons et les filles, les étudiants issus de minorités ethniques et linguistiques et les personnes présentant des handicaps ou des difficultés d'apprentissage et de fournir des possibilités d'apprentissage pour tous les jeunes et les adultes aussi. Par conséquent, l'inclusivité est essentielle pour les décideurs afin d'atteindre l'équité sociale et elle est un élément constitutif de l'apprentissage tout au long de la vie, afin de permettre à tous les étudiants et jeunes de participer à la vie scolaire et de participer à la société. La promotion de l'inclusion signifie stimuler le débat, encourager les attitudes positives et améliorer les cadres éducatifs et sociaux pour faire face aux nouvelles exigences dans les structures éducatives et la gouvernance.

Sa réalisation repose sur la volonté et les capacités des gouvernements d'adopter des politiques « pro-inclusive ». Et cela semble souvent être le problème clé...

...

Le rôle de la sphère administrative et politique

Le succès de la création d'une éducation inclusive est une clé pour établir des sociétés inclusives : cela dépend de l'accord entre tous les partenaires concernés sur une vision commune soutenue par un certain nombre de mesures spécifiques à prendre pour mettre cette vision en pratique. Les obstacles à l'inclusion peuvent être réduits grâce à une collaboration active entre les décideurs politiques, le personnel de l'éducation et d'autres parties prenantes, y compris la participation active des membres de la communauté locale, tels que les dirigeants politiques et religieux, les responsables locaux de l'éducation et les médias.

Mais en fait, ce type d'interaction et de communication manque souvent et constitue donc un obstacle à transformer le système éducatif traditionnel actuel en un système inclusif.

Le manque de compréhension, de sensibilisation et de soutien dans la société à propos de l'éducation inclusive doit être abordé par le plaidoyer et le dialogue au niveau de la région et de l'état mais surtout, le dialogue état-région entre TOUTES les personnes impliquées

Les politiciens, les enseignants, les étudiants, les agents et organisations extrascolaires, les parents et les PME sont nécessaires pour assurer la compréhension, la sensibilisation et le soutien des politiques.



En fait, la pression sur les décideurs politiques nationaux pour mettre en œuvre l'inclusion comme principe de base dans la société était et est encore lourde. Lorsque, en 2008, la Commission européenne a mis ce sujet à son ordre du jour, beaucoup de gouvernements nationaux ont simplement réagi exagérément et ont lancé une sorte d'actionnisme socio-politique. Les écoles ont été chargées de développer des concepts inclusifs dans un très court laps de temps - une année scolaire à l'autre. Les écoles BES qui avaient une longue connaissance dans le domaine et qui avaient acquis une vaste expérience dans le traitement des besoins éducatifs spéciaux, ont été fermées. Les étudiants ont été intégrés dans le système scolaire ordinaire déclenchant la protestation de tous les côtés - des parents, des enseignants, des apprenants. Des classes plus grandes, plus d'étudiants avec des demandes de soutien plus complexes se sont joints, alors que les critères d'études et les normes d'examen final sont restés (et sont toujours les mêmes). Le ratio enseignant-étudiant n'a pas été amélioré en fonction de ces exigences. Il reste un sur 22 à 25 en moyenne, un enseignant par classe. Toutes les écoles ne possèdent pas de thérapeutes ou de travailleurs sociaux qui soutiennent le personnel enseignant, mais souvent les écoles se sont lancés avec un travailleur social pour un millier d'étudiants. Bref: les intentions pourraient être bonnes, mais l'exécution de ce train de changements est désastreuse. Et cela semble être vrai pour la majorité des systèmes éducatifs dans toute l'Europe - de la Finlande à l'Italie, de la France à la Bulgarie et de la Turquie.

5.2 Idées et concepts pratiques pour les décideurs

Ralentissez!

Chers décideurs! Essayez de ralentir le rythme vers une culture éducative inclusive. Les enquêtes menées avec ce projet (voir le chapitre 2, Matériel D1.1, chapitre 3, Matériel D2.1) DEMANDENT que la majorité des enseignants et des apprenants SOUTIENNENT le processus de changement vers un système éducatif inclusif, mais le rythme de ce qui est effectué est dévastateur, frustrant et trop difficile pour beaucoup. Nous nous dirigeons vers des changements évolutifs à long terme dans nos systèmes éducatifs qui nécessitent du temps, une réflexion critique, une action bien planifiée et, surtout, une étape! Prenant en considération que les réformes scolaires prennent environ sept (!) Années en moyenne avant que les premiers changements positifs deviennent visibles, ne forcent pas l'évolution, mais pensent à des façons de soutenir les écoles dans leur développement, tels que :

- La formation de tous les professionnels de l'éducation, y compris les membres de la communauté, sont essentiels pour soutenir les écoles inclusives.
- Les aides budgétaires allouées à l'éducation inclusive doivent être équitables, transparentes, responsables et efficaces.
- Permettre l'utilisation flexible des fonds pour soutenir les activités pour les écoles, l'éducation et / ou des programmes de formation.
- Venir visiter les écoles afin d'obtenir une information sur le statu quo des écoles, en parlant aux enseignants, aux apprenants et aux parents afin de réfléchir de manière critique aux mesures prises.



Repensez les programmes !

Généralement, des modifications de programmes sont nécessaires afin de soutenir un apprentissage et une évaluation flexibles. Dans un système entièrement inclusif, tel qu'il est prévu par les décideurs politiques, nous aurons de plus en plus d'étudiants dans les classes qui ne sont pas en mesure de respecter les normes pour passer les examens finaux. Un soutien supplémentaire sous forme de temps pourrait aider les étudiants atteints de TDAH dans des examens écrits, pour ceux qui ont une dyslexie, ce n'est pas une aide du tout. Et qu'en est-il des étudiants qui doivent faire face à un retard mental? Ils pourraient assister à des cours avec des étudiants réguliers, être intégrés avec succès dans le groupe d'apprentissage, mais les objectifs d'apprentissage sont pour la plupart homogènes, pas hétérogènes selon les programmes nationaux. Cela soulève la question de savoir si les programmes nationaux sont transposables au système que l'on tente de mettre en place...

Dans certains pays européens, il existe un système scolaire dans lequel le soutien des étudiants BES se termine généralement après la classe de première (étudiants âgés de 15 à 16 ans) à moins qu'ils ne soient malvoyants ou sourds-muets, en particulier en Allemagne. Il existe des systèmes qui permettent un soutien supplémentaire jusqu'à l'obtention du BAC, même lors des examens finaux. Il semble que l'Europe soit un patchwork de programmes nationaux, de normes et de règlements.

En bref: plusieurs parties prenantes devraient être encouragées à participer à la conception de programmes, et il faut promouvoir l'utilisation de méthodes nouvelles et alternatives pour promouvoir le tandem enseignement / apprentissage et, enfin, des méthodes novatrices pour évaluer les résultats d'apprentissage doivent être encouragées.

Maximisez les dépenses!

Celui-ci pourrait être la revendication la plus ancienne des chercheurs en éducation, des enseignants et des apprenants de même, - maximiser les dépenses sur le système éducatif! Si l'inclusion doit devenir réalité, les écoles ont désespérément besoin de plus de travailleurs sociaux, de thérapeutes et d'aides de vie scolaire en classe. Le changement est une combinaison de réflexion critique, de bonne planification, de temps et d'investissement - ni plus, ni moins. À l'heure actuelle, la réforme en un système éducatif pleinement inclusif semble être planifiée sans coûts supplémentaires.

Établir des centres communicatifs.

Le premier et avant tout le point de la gestion des changements devrait être la communication. Chapitre 3, Le matériel D2.2 montre de façon décisive combien la perception de toutes les personnes impliquées semble être différente. Ils n'interagissent pas en tant que partenaires, mais ils semblent presque travailler les uns contre les autres en se concentrant leur approche vers l'inclusivité. À notre avis, cela est dû à un manque de la communication. Tous les partenaires de ce processus ne voient l'inclusion que de leur perspective prédéfinie, ce qui rend impossible une perception globale et de fait une compréhension du processus. Ce dont nous avons besoin, ce sont les centres communicatifs, les structures intégrant les décideurs locaux / régionaux, les directions d'école, les enseignants, les apprenants, les parents et les PME qui parlent régulièrement dans une table ronde. C'est seulement



alors qu'une compréhension plus profonde des perspectives de l'autre et de leur étroitesse est possible et une meilleure coopération peut être réussies.

La planification théorique répond à la réalisation pratique, la pensée unique répond aux perceptions holistiques.

Les pôles communicatifs contribuent à consolider l'action et à promouvoir des programmes novateurs pour les écoles et la communauté. Ils peuvent aider à mener des campagnes de sensibilisation via les médias, les affiches, les conférences et la formation en commun et favorisent la participation des communautés et des leaders locaux et régionaux.